

F. 88 — 516

**28 DECEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne aux investissements de la Société wallonne des Distributions d'Eau et aux souscriptions de la Région wallonne au capital de cette Société**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, notamment les articles 5 et 8;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 1er décembre 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés pour la Région wallonne et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Taux des subventions**

**Article 1er. § 1er.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon qui a la politique de l'eau dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre », est autorisé à allouer à la Société wallonne des Distributions d'Eau une subvention de 30 pour cent pour les services de production et de distribution d'eau qu'elle établit, en complément de la souscription de la Région au capital de la Société.

Cette subvention est affectée aux fins prévues par l'article 8 du décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau.

§ 2. Lorsque les travaux en faveur desquels l'intervention de la Région est sollicitée présentent un caractère d'intérêt général, le taux des subventions peut être augmenté sur demande motivée de la Société.

A cet effet, une Commission consultative créée au sein du Ministère de la Région wallonne procède aux enquêtes nécessaires, notamment au sujet de la part d'intérêt propre que la Société a à l'exécution du travail.

Les membres de cette Commission sont désignés par le Ministre. Elle est présidée par le directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne. Sur avis favorable de la Commission, le Ministre peut augmenter le taux des subventions dans la proportion indiquée par la Commission.

Toutefois, nonobstant l'avis de la Commission, le Ministre peut augmenter le taux des subventions moyennant l'accord de l'Exécutif. La demande d'augmentation est présentée en même temps que la notice d'avant-projet visée à l'article 5.

Si des circonstances postérieures au commencement des travaux le justifient, elle peut cependant être introduite ultérieurement, mais au plus tard un mois après l'achèvement des travaux.

**CHAPITRE II. — Objet des subventions**

**Art. 2.** Peuvent être subventionnés :

1° les travaux de premier établissement et d'amélioration de réseaux, de centres de production et de traitement, de construction des bâtiments et des ouvrages d'art nécessaires au bon fonctionnement de la distribution d'eau potable;

2° le premier établissement ou l'amélioration des équipements électromécaniques, les raccordements électriques haute et basse tension des ouvrages visés au 1°, les installations de mesures, de signalisation, de commande et de transmission;

3° les décharges, les chemins d'accès et les clôtures des terrains sur lesquels sont construits les ouvrages visés au 1°;

4° les frais d'acquisition des biens immeubles strictement nécessaires pour l'exécution des travaux et à concurrence de la valeur fixée par le Comité d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, majorée des indemnités éventuelles;

5° les études géotechniques nécessaires en vue de l'exécution des travaux décrits ci-avant;

6° les travaux de remplacement, renouvellement, remaniement, déplacement imposé par un pouvoir public, rénovation et réhabilitation d'installations économiquement justifiées;

7° la construction ou l'amélioration de magasins, de laboratoires et d'ateliers, ainsi que les frais d'acquisition des biens immeubles nécessaires;

8° les révisions de prix sur les travaux à subventionner dues par le maître de l'ouvrage en vertu de dispositions légales et réglementaires;

9° les travaux exécutés au-delà des quantités prévues dans les métrés et devis estimatifs, dans la mesure où ils n'excèdent par 10 pour cent du montant total du marché ou du devis estimatif (hors T.V.A.);

10° les frais généraux, notamment les honoraires d'auteurs de projets, les frais d'adjudication, de surveillance, de réception des matériaux, les frais d'actes authentiques et des géomètres experts, ces frais étant toutefois limités forfaitairement à 5 pour cent du montant des travaux à subventionner;

11° les extensions de réseaux de distribution d'eau. Les montants à subventionner ne pouvant toutefois être supérieurs à :

— 60 000 F par habitation particulière à raccorder;

— 200 000 F par ferme;

12° le coût supplémentaire des travaux résultant de la faillite de l'adjudicataire dans la mesure où ils ne peuvent être récupérés auprès de la faillite;

13° la T.V.A. non récupérable et toute autre taxe qui grèveraient les dépenses à subventionner définies ci-avant;

14° les installations imposées par la législation et les autorités compétentes en matière de protection contre les incendies.

**Art. 3.** Sont exclus du bénéfice des subventions :

1° la partie des raccordements particuliers à la distribution d'eau en dehors du domaine public, y compris l'acquisition et le placement des compteurs et de leurs accessoires;

2° les travaux d'entretien et de conservation ainsi que les travaux de renouvellement résultant d'un manque d'entretien des ouvrages;

3° les fournitures et les travaux d'équipement présentant un caractère purement esthétique et qui ne sont pas indispensables à la sécurité ou à une exploitation rationnelle, économique et efficace des installations, sauf s'ils sont imposés par des prescriptions légales;

4° les travaux visés à l'article 2, qui bénéficient de subventions en vertu d'une autre réglementation, dont le taux dépasse 63 pour cent, sauf en cas d'augmentation du taux des subventions consenties conformément à l'article 1er, § 2, le montant cumulé des subventions et des interventions en capital ne pouvant, en aucun cas, dépasser le montant des travaux auxquels il se rapporte;

5° les intérêts de retard et les autres indemnités dus à l'adjudicataire du chef de non-paiement dans les délais prévus ou de manquements imputables au maître de l'ouvrage;

6° les travaux dont le coût n'excède pas 50 000 F.

**Art. 4.** Pour les travaux visés à l'article 2 et exécutés en régie, entrent en ligne de compte :

1° la fourniture des matériaux;

2° les frais de transport;

3° les frais de location du gros matériel nécessaire à l'exécution des travaux;

4° le coût des travaux exécutés par une entreprise privée ou par des associés de la Société;

5° les frais de main-d'œuvre de la Société, en ce compris les traitements, salaires, frais de déplacement du personnel, à l'exclusion des frais relatifs aux agents de niveau 1;

6° les frais généraux limités forfaitairement à 5 pour cent du montant à subventionner.

### CHAPITRE III. — Procédure

#### Section 1re. — Notice d'avant-projet

**Art. 5.** Tous les travaux réputés subsidiables font l'objet d'une notice d'avant-projet dans la mesure où leur montant estimé est supérieur à 2 000 000 de francs.

Cette notice comporte nécessairement une justification des travaux projetés, un plan d'avant-projet de ces travaux, un programme de leur exécution, un devis estimatif et une étude financière.

**Art. 6.** La notice d'avant-projet sert de base à la promesse de principe d'octroi de la subvention.

Pour les travaux dont le coût estimé est inférieur à 2 millions de francs, la promesse de principe est sollicitée sur base d'une notice succincte constituée du plan et du devis estimatif.

Les notices ne seront transmises au Ministre qu'après l'accord formel des associés communaux ou intercommunaux intéressés, sauf urgence dûment justifiée.

La promesse de principe est acquise si aucune réserve n'a été émise par le Ministre dans les trois mois de l'envoi.

La promesse ne lie pas l'Exécutif.

**Art. 7.** Après cinq ans, si tous les travaux prévus dans la notice ne sont pas mis en œuvre, une réactualisation et un réajustement des estimations sont effectués. La nouvelle notice est transmise au Ministre en vue d'obtenir une nouvelle promesse de principe.

#### Section 2. — Programme des travaux

**Art. 8.** Sur base des notices d'avant-projet ayant fait l'objet d'une promesse de principe, chaque année, avant le 1er octobre, la Société soumet au Ministre le programme des travaux à subventionner qu'elle compte exécuter au cours de l'exercice suivant.

**Art. 9.** Le Ministre notifie à la Société le montant des crédits d'engagement dont elle peut disposer.

Dans ces limites, le Conseil d'administration de la Société arrête le programme définitif des travaux qu'il transmet au Ministre. Celui-ci procède à l'engagement de la totalité du crédit alloué, dans les trente jours de l'envoi de ce programme, et au plus tôt le 1er jour de l'année budgétaire concernée et avise la Société de son accord définitif sur l'octroi de la subvention.

Si des impératifs d'ordre budgétaire ou de politique générale l'imposent, le Ministre notifie à la Société la quotité des crédits utilisables au cours de périodes déterminées.

#### Section 3. — Projets de travaux, mise en œuvre

**Art. 10.** En fonction des impératifs techniques et du volume des crédits d'engagement, la Société procède à la passation des marchés.

Accompagnés de la promesse de principe si leur coût excède deux millions de francs, les dossiers sont soumis au conseil d'administration qui se prononce définitivement à leur sujet.

**Art. 11.** Accompagné des dossiers de passation des marchés, le montant imputé sur les crédits de l'exercice est notifié au Ministre à l'issue de chaque séance du conseil d'administration.

Un état récapitulatif est joint à cette notification.

**Art. 12.** Le montant cumulé des crédits engagés pour les travaux dont le coût excède deux millions de francs ne peut dépasser 90 pour cent du volume total des crédits d'engagement dont peut disposer la Société.

Le solde est utilisé pour les travaux dont le coût est inférieur à deux millions de francs, pour les travaux supplémentaires, pour les décomptes, et pour les frais d'acquisition de biens immobiliers.

### CHAPITRE IV. — Liquidation des subventions

**Art. 13.** Pour les dossiers dont le coût est supérieur à deux millions de francs :

1° à la demande de la Société et sur base du programme définitif des travaux, 20 pour cent du montant des crédits engagés sont mis en liquidation au plus tôt le 15 janvier et, au plus tard, dans le mois qui suit la demande;

2° 70 pour cent du montant engagé pour un travail déterminé sont mis en liquidation à la demande de la Société, dans le mois de cette demande, sur base de l'ordre de commencer les travaux donné par la Société;

3° le solde sera mis en liquidation sur base du décompte final des travaux.

**Art. 14.** Si pour une raison quelconque, alors que les travaux faisant l'objet de l'entreprise sont achevés, le montant des travaux exécutés ne justifie pas le montant des subventions liquidées, le trop-perçu est affecté à un autre travail et déduit de la subvention y afférente.

**Art. 15.** Pour les dossiers dont le montant est inférieur à deux millions de francs, les subventions sont liquidées au vu du décompte final des travaux.

Les subventions afférentes aux frais d'acquisition de biens immeubles sont liquidées sur base des pièces justificatives, notamment les actes authentiques, les décisions du conseil d'administration de la Société autorisant le paiement d'indemnités et l'avis du comité d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat.

#### CHAPITRE V. — *Souscriptions*

**Art. 16.** Dès l'approbation d'un dossier de passation des marchés par son conseil d'administration, la Société demande au Ministre de souscrire la participation en capital de la Région.

Le montant à souscrire est calculé sur base du montant des travaux à subventionner auquel il est ajouté la quotité de 5 pour cent prévue à l'article 4, 6°.

Le montant de la souscription de la Région est rajusté au moment du décompte final.

**Art. 17.** Pour les travaux dont le montant est inférieur à deux millions de francs et pour les acquisitions de biens immeubles, la participation de la Région est sollicitée sur base du décompte final ou de la valeur d'acquisition des biens immeubles telle que définie à l'article 2, 4°.

Les montants des adjudications de travaux repris dans un même notice peuvent être globalisés.

#### CHAPITRE VI. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 18.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 février 1987 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à la Société wallonne des Distributions d'Eau est abrogé.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

**Art. 19.** Les dispositions réglementaires et les procédures relatives à la liquidation des subventions en vigueur avant le 1er janvier 1988 continuent à être applicables aux dossiers pour lesquels un engagement a été effectué avant cette date.

**Art. 20. § 1er.** Au 31 décembre 1987, la participation de la Région au capital de la Société est rajustée sur base du montant des dépenses effectuées et qui peuvent être subventionnées dans l'ensemble des services de distribution d'eau de la Société.

§ 2. Les parts de la Région relatives aux dépenses effectuées après le 31 décembre 1987 pour les travaux en cours à cette date sont souscrites, lorsque le décompte final de ces dossiers est arrêté.

#### CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur*

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1988.

#### CHAPITRE IX. — *Disposition exécutoire*

**Art. 22.** Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions et le Ministre qui a les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 décembre 1987.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,  
M. WATHELET

Le Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés pour la Région wallonne,  
Ch. AUBECQ

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,  
A. LIENARD

#### ÜBERSETZUNG

D. 88 — 516

**28. DEZEMBER 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für die Investitionen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft gewährt, und über die von der Wallonischen Region getätigten Zeichnungen des Kapitals dieser Gesellschaft**

Aufgrund des Dekrets vom 23. April 1986 zur Gründung einer Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft, insbesondere der Artikel 5 und 8;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, gegeben am 1. Dezember 1987;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und der Bezuschußten Arbeiten für die Wallonische Region und des Ministers der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I. — *Satz der Zuschüsse*

**Artikel 1. § 1.** Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel darf der Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, nachstehend « der Minister » genannt, der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft als Ergänzung zu der von der Region getätigten Zeichnung des Gesellschaftskapitals einen Zuschuß von 30 Prozent für die Wasserversorgungs- und Wasserverteilungsdienste gewähren, die diese Gesellschaft einrichtet.

Dieser Zuschuß ist für die in Artikel 8 des Dekrets vom 23. April 1986 zur Gründung einer Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft vorgesehenen Zwecke bestimmt.

§ 2. Wenn die Arbeiten, für die die finanzielle Beteiligung der Region beantragt wird, dem Gemeinwohl dienen sollen, kann der Satz der Zuschüsse auf begründeten Antrag der Gesellschaft erhöht werden.

Zu diesem Zweck nimmt ein innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region errichteter beratender Ausschuß die notwendigen Untersuchungen vor, insbesondere in bezug auf die Vorteile, die die Gesellschaft selbst aus der Durchführung der Arbeiten zieht.

Die Mitglieder dieses Ausschusses werden vom Minister benannt, und der Vorsitz wird vom Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region geführt.

Der Minister kann aufgrund des günstigen Gutachtens des Ausschusses den Satz der Zuschüsse um den von dem Ausschuß angegebenen Prozentsatz erhöhen.

Der Minister kann jedoch ungachtet des Gutachtens des Ausschusses den Satz der Zuschüsse erhöhen, wenn er die Zustimmung der Exekutive erhalten hat.

Der Antrag auf diese Erhöhung wird zur gleichen Zeit wie der in Artikel 5 erwähnte Vorentwurfsbericht eingereicht.

Er kann jedoch nachträglich, und zwar spätestens einen Monat nach Abschluß der Arbeiten eingereicht werden, wenn dies nach Beginn der Arbeiten durch besondere Umstände gerechtfertigt ist.

## KAPITEL II. — Gegenstand der Zuschüsse

Art. 2. Folgende Arbeiten bzw. Kosten können bezuschußt werden :

1° die Arbeiten zur Ersterrichtung und zur Verbesserung von Netzen, von Gewinnungs- und Aufbereitungsanlagen, die Arbeiten für die Errichtung der Gebäude und der Kunstbauten, die erforderlich sind, damit die Trinkwasserversorgung reibungslos funktioniert;

2° die Ersterrichtung oder die Verbesserung der elektromechanischen Ausstattungen, die Hoch- und Niederspannungsanschlüsse der in Punkt 1 erwähnten Anlagen, die Meß-, Signal-, Steuer- und Übermittlungsanlagen;

3° die Deponien, die Zufahrtswege und die Zäune der Grundstücke, auf denen die in Punkt 1 erwähnten Anlagen errichtet werden;

4° die Kosten für die Anschaffung der unbeweglichen Güter, die für die Ausführung der Arbeiten unbedingt nötig sind, und zwar bis zu dem Wert, den das Staatliche Immobilienerwerbskomitee festgesetzt hat, erhöht um die eventuellen Vergütungen;

5° die zur Ausführung der oben beschriebenen Arbeiten erforderlichen geotechnischen Studien;

6° die wirtschaftlich gerechtfertigten Arbeiten zur Ersetzung, Erneuerung, Änderung, zu dem von einer öffentlichen Behörde vorgeschriebenen Standortwechsel, zur Renovierung und Wiederherstellung von Anlagen;

7° die Errichtung oder Verbesserung von Lagern, Laboratorien und Werkstätten sowie die Kosten für den Erwerb der erforderlichen unbeweglichen Güter;

8° die Preisrevisionen auf die zu bezuschussenden Arbeiten, die aufgrund der gesetzlichen und ordnungsmäßigen Bestimmungen vom Bauherrn geschuldet werden;

9° die Mehrarbeiten, die nicht in den Aufmaßen und Kostenvoranschlägen vorgesehen waren, sofern sie 10 Prozent des Gesamtbetrags des Auftrags oder des Kostenvoranschlags (ohne MwSt.) nicht überschreiten;

10. die Gemeinkosten, insbesondere die Honorare der Urheber der Projekte, die Ausschreibungs-, Überwachungs-, Baustoffabnahmekosten, die Kosten für die notariellen Urkunden und für die Landmesser-Immobilienexperten, wobei diese Kosten jedoch pauschal auf 5 Prozent des Betrags der zu bezuschussenden Arbeiten begrenzt sind;

11° die Erweiterungen von Wasserverteilungsnetzen. Die zu bezuschussenden Beträge dürfen jedoch nicht höher liegen als :

— 60 000 BF pro anzuschließende Privatwohnung;

— 200 000 BF pro Bauernhof;

12° die durch den Konkurs des Auftragnehmers entstandenen zusätzlichen Kosten für die Arbeiten, sofern sie nicht beim Konkursverfahren eingetrieben werden können;

13° die nichtabsetzbare Mehrwertsteuer und jede andere Steuer, mit der die zu bezuschussenden Ausgaben, die oben beschrieben werden, eventuell belastet werden;

14° die Einrichtungen, die in Sachen Brandschutz durch die Gesetzgebung und von den zuständigen Behörden vorgeschrieben werden.

Art. 3. Folgendes wird nicht bezuschußt :

1° der Teil der privaten Wasseranschlüsse außerhalb des öffentlichen Eigentums, einschließlich der Anschaffung und der Anbringung der Zähler und ihres Zubehörs;

2° die Wartungs- und Erhaltungsarbeiten sowie die Erneuerungsarbeiten, die sich aus einem Mangel an Unterhaltung der Anlagen ergeben;

3° das Zubehör und die Ausstattungsarbeiten rein ästhetischer Art, die für die Sicherheit oder eine rationelle, wirtschaftliche und wirksame Betreibung der Anlagen nicht unbedingt notwendig sind, außer wenn sie durch gesetzliche Bestimmungen vorgeschrieben werden;

4° die in Artikel 2 erwähnten Arbeiten, für die aufgrund einer anderen Regelung Zuschüsse gewährt werden, deren Satz über 63 Prozent liegt, außer wenn der Satz der gewährten Zuschüsse gemäß Artikel 1, § 2 erhöht wird; der Gesamtbetrag der Zuschüsse und der Kapitalbeteiligungen darf auf keinem Fall den Betrag der betreffenden Arbeiten überschreiten;

5° die Verzugszinsen und die anderen Entschädigungen, die dem Auftragnehmer wegen verspäteter Zahlung oder dem Bauherrn wegen Versäumnissen zuzuschreiben sind;

6° die Arbeiten, deren Kosten nicht 50 000 BF überschreiten.

Art. 4. Für die Arbeiten, die in Artikel 2 erwähnt sind und die in staatlicher Regie ausgeführt werden, wird folgendes berücksichtigt :

1° die Lieferung der Materialien;

2° die Transportkosten;

3° die Kosten für die Miete der zur Ausführung der Arbeiten erforderlichen Großgeräte;

4° die Kosten für die Arbeiten, die von einem Privatunternehmen oder von den Gesellschaftern ausgeführt werden;

5° die Arbeitskosten der Gesellschaft, einschließlich der Gehälter, Löhne, Fahrtkosten des Personals und mit Ausnahme der Kosten in bezug auf die Bediensteten der Stufe 1;

6° die Gemeinkosten, die pauschal auf 5 Prozent des zu bezuschussenden Betrags begrenzt sind.

### KAPITEL III. — Verfahren

#### Abschnitt 1. — Vorentwurfsbericht

**Art. 5.** Alle Arbeiten, die als bezuschussbar gelten, bilden den Gegenstand eines Vorentwurfsberichts, wenn ihr veranschlagter Betrag über 2 000 000 BF liegt.

Dieser Bericht enthält notwendigerweise eine Rechtfertigung der geplanten Arbeiten, einen Vorentwurfsplan für diese Arbeiten, ein Programm ihrer Ausführung, einen Kostenanschlag und die finanzielle Analyse.

**Art. 6.** Der Vorentwurfsbericht dient als Grundlage für die grundsätzliche Bezuschussungszusage.

Für die Arbeiten, deren veranschlagte Kosten unter 2 Millionen Franken liegen, wird die grundsätzliche Zusage aufgrund eines kurzen Berichts eingeholt, der aus dem Plan und dem Kostenanschlag besteht.

Außer in gebührend begründeten dringenden Fällen werden die Berichte dem Minister nur nach ausdrücklicher Zustimmung der betreffenden beteiligten Gemeinden oder interkommunalen Vereinigungen übermittelt.

Die grundsätzliche Zusage gilt als erteilt, wenn der Minister binnen drei Monaten nach der Übermittlung keine Vorbehalte angemeldet hat.

Die Zusage bindet die Exekutive nicht.

**Art. 7.** Wenn nach fünf Jahren nicht alle im Bericht vorgesehenen Arbeiten durchgeführt sind, wird eine Neubewertung und Neuanpassung der Schätzungen vorgenommen. Der neue Bericht wird dem Minister übermittelt, um eine neue grundsätzliche Zusage zu erhalten.

#### Abschnitt 2. — Programm der Arbeiten

**Art. 8.** Jedes Jahr vor dem 1. Oktober legt die Gesellschaft dem Minister das Programm der zu bezuschussenden Arbeiten, die sie im Laufe des folgenden Geschäftsjahres durchführen will, auf der Grundlage der Vorentwurfsberichte vor, die den Gegenstand einer grundsätzlichen Zusage gebildet haben.

**Art. 9.** Der Minister teilt der Gesellschaft den Betrag der Verpflichtungsermächtigungen mit, worüber sie verfügen kann.

In diesem Rahmen stellt der Verwaltungsrat der Gesellschaft das endgültige Programm der Arbeiten auf und übermittelt es dem Minister. Letzterer legt alle bewilligten Mittel binnen dreißig Tagen nach der Übermittlung dieses Programms und frühestens am ersten Tag des betreffenden Haushaltsjahres fest und setzt die Gesellschaft von seiner endgültigen Zustimmung zur Gewährung des Zuschusses in Kenntnis.

Wenn Angelegenheiten des Haushalts oder der allgemeinen Politik es unbedingt erforderlich machen, teilt der Minister der Gesellschaft den Teilbetrag der Mittel mit, die im Laufe bestimmter Perioden verwendet werden können.

#### Abschnitt 3. — Projekte von Arbeiten, Ausführung

**Art. 10.** Die Gesellschaft nimmt die Vergabe der Aufträge je nach den technischen Erfordernissen und dem Umfang der Verpflichtungsermächtigungen vor.

Die Akten und, wenn der Betrag der Arbeiten zwei Millionen überschreitet, die grundsätzliche Zusage werden dem Verwaltungsrat vorgelegt, der eine endgültige Entscheidung darüber trifft.

**Art. 11.** Am Ende jeder Sitzung des Verwaltungsrates wird der auf die Mittel des Haushaltsjahres angerechnete Betrag zusammen mit den Akten über die Vergabe der Aufträge dem Minister mitgeteilt. Dieser Mitteilung wird ein zusammenfassender Bericht beigelegt.

**Art. 12.** Der Gesamtbetrag der Mittel, die für die Arbeiten, deren Kosten über zwei Millionen Franken liegen, festgelegt werden, darf nicht 90 Prozent der gesamten Verpflichtungsermächtigungen, über die die Gesellschaft verfügen kann, überschreiten.

Der Restbetrag wird verwendet für die Arbeiten, deren Kosten unter zwei Millionen Franken liegen, für die zusätzlichen Arbeiten, für die Abrechnungen und für die Kosten in bezug auf Anschaffung von unbeweglichen Gütern.

### KAPITEL IV. — Auszahlung der Zuschüsse

**Art. 13.** Für die Akten in bezug auf Arbeiten, deren Kosten über zwei Millionen Franken liegen:

1° werden 20 Prozent des Betrags der festgelegten Mittel auf Antrag der Gesellschaft und auf der Grundlage des endgültigen Programms der Arbeiten frühestens am 15. Januar und spätestens innerhalb des Monats, der der Antragstellung folgt, ausgezahlt;

2° werden 70 Prozent des für eine bestimmte Arbeit festgelegten Betrags auf Antrag der Gesellschaft innerhalb des Monats dieser Antragstellung auf der Grundlage der von der Gesellschaft erteilten Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten ausgezahlt;

3° der Restbetrag wird auf der Grundlage der Endabrechnung der Arbeiten ausgezahlt.

**Art. 14.** Wenn der Betrag der ausgeführten Arbeiten aus irgendeinem Grunde unter dem Betrag der ausgezahlten Zuschüsse liegt, obwohl die betreffenden Arbeiten beendet sind, so wird der Differenzbetrag für eine andere Arbeit bestimmt und von dem betreffenden Zuschuß abgezogen.

**Art. 15.** Für die Akten in bezug auf Arbeiten, deren Kosten unter zwei Millionen Franken liegen, werden die Zuschüsse auf der Grundlage der Endabrechnung der Arbeiten ausgezahlt.

Die Zuschüsse, die mit den Kosten für die Anschaffung von unbeweglichen Gütern verbunden sind, werden auf der Grundlage der Belegstücke, insbesondere der notariellen Urkunden, der Beschlüsse des Verwaltungsrates der Gesellschaft zur Genehmigung der Zahlung von Entschädigungen und des Gutachtens des Staatlichen Immobilienerwerbskomitees, ausgezahlt.

KAPITEL V. — *Zeichnungen*

**Art. 16.** Sobald der Verwaltungsrat der Gesellschaft eine Akte über die Vergabe der Aufträge genehmigt, bittet diese den Minister, die Kapitalbeteiligung der Region zu zeichnen.

Der Betrag, der zu zeichnen ist, wird auf der Grundlage des Betrags der zu bezuschussenden Arbeiten zuzüglich des in Artikel 4, Punkt 6 vorgesehenen Teilbetrags von 5 Prozent berechnet.

Der Betrag der Zeichnung der Region wird bei der Endabrechnung angepaßt.

**Art. 17.** Für die Arbeiten, deren Betrag unter zwei Millionen Franken liegt, und für die Anschaffungen von unbeweglichen Gütern wird die Beteiligung der Region auf der Grundlage der Endabrechnung bzw. des Anschaffungswertes der unbeweglichen Güter, so wie er in Artikel 2, Punkt 4 beschrieben wird, beantragt.

Die Beträge der ausgeschriebenen Arbeiten, die in dem gleichen Bericht aufgezählt sind, können global angegeben werden.

KAPITEL VI. — *Aufhebungsbestimmung*

**Art. 18.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Februar 1987 über die Zuschüsse, die die Wallonische Region der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft gewährt, wird aufgehoben.

KAPITEL VII. — *Übergangsbestimmungen*

**Art. 19.** Die ordnungsmäßigen Bestimmungen und die Verfahren bezüglich der Auszahlung der Zuschüsse, die vor dem 1. Januar 1988 gelten, finden weiterhin Anwendung auf die Akten, für die eine Verpflichtungsermächtigung vor diesem Datum erfolgt ist.

**Art. 20. § 1.** Am 31. Dezember 1987 wird die Beteiligung der Region am Kapital der Gesellschaft auf der Grundlage des Betrags der getätigten Ausgaben, die in den gesamten Wasserversorgungsdiensten der Gesellschaft bezuschußt werden können, angepaßt.

§ 2. Die Anteile der Region in bezug auf Ausgaben, die nach dem 31. Dezember 1987 für Arbeiten, die an diesem Tag laufen, getätigt werden, werden gezeichnet, wenn die Endabrechnung für diese Akten abgeschlossen ist.

KAPITEL VIII. — *Inkrafttreten*

**Art. 21.** Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1988 in Kraft.

KAPITEL IX. — *Ausführungsbestimmung*

**Art. 22.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, ist ein jeder in seinem Bereich mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 28. Dezember 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,  
M. WATHELET

Der Minister des Haushalts, der Finanzen  
und der Bezuschußten Arbeiten für die Wallonische Region,  
Ch. AUBECQ

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,  
A. LIENARD

## VERTALING

N. 88 — 516

**28 DECEMBER 1987.** — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de door het Waalse Gewest toegekende toelagen voor de investeringen van de Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen en voor de inschrijvingen van het Waalse Gewest op het kapitaal van deze Maatschappij

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen, inzonderheid op artikelen 5 en 8;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de begroting behoort, gegeven op 1 december 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister voor Begroting, Financiën en gesubsidieerde Werken voor het Waalse Gewest en de Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — *Toelagevoet*

**Artikel 1. § 1.** Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, is de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort, hierna volgend « de Minister » genaamd, gemachtigd een toelage van 30 pct. toe te kennen aan de Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen voor de diensten van waterproductie en -voorziening die zij opricht, in aanvulling van de inschrijving van het Gewest op het kapitaal van de Maatschappij.

Deze toelage is bestemd voor de doeleinden voorzien bij artikel 8 van het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen.

§ 2. Wanneer de werken waarvoor de medewerking van het Gewest gevraagd wordt een karakter van algemeen nut hebben, kan de toelagevoet verhoogd worden op een gemotiveerde aanvraag van de Maatschappij.

Hieromtrent stelt een in het Ministerie van het Waalse Gewest opgerichte Commissie van advies de nodige onderzoeken in die namelijk betrekking hebben op het aandeel van eigen belang dat de Maatschappij heeft bij de uitvoering van het werk.

De leden van deze Commissie worden door de Minister aangewezen. De directeur-generaal van natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest is er de voorzitter van. Op gunstig advies van de Commissie kan de Minister de toelagevoet verhogen in de door de Commissie aangeduide verhouding.

Nochtans, niettegenstaande het advies van de Commissie, kan de Minister de toelagevoet verhogen mits de instemming van de Executieve. De verhogingsaanvraag wordt voorgelegd tezelfdertijd dan de in artikel 5 bedoelde notitie van voorontwerp.

Indien omstandigheden die na het begin van de werken ontstaan het rechtvaardigen, kan zij echter later ingediend worden, maar ten laatste één maand na het einde van de werken.

## HOOFDSTUK II. — *Onderwerp van de toelagen*

### Art. 2. Kunnen gesubsidieerd worden :

1° de werken van eerste aanleg en verbetering van netten, productie- en behandelingscentra, het bouwen van gebouwen en kunstwerken nodig voor de goede werking van de drinkwatervoorziening;

2° de eerste aanleg van of de verbetering van electromechanische uitrustingen, de elektrische verbindingen van hoge en lage spanning van de in 1° bedoelde gebouwen, de meet-, signalisatie, stuur- en overdrachtinrichtingen;

3° de vuilnisbewaarplassen, de toegangswegen en de afsluitingen van de gronden waar de in 1° bedoelde gebouwen op gebouwd zijn;

4° de aankoopkosten van de onroerende goederen die volstrekt nodig zijn voor de uitvoering van de werken en ten belope van de door het Comité voor aankoop van onroerende goederen voor de rekening van de Staat vastgestelde waarde, vermeerderd met de eventuele vergoedingen;

5° de nodige geotechnische studies met het oog op de uitvoering van de hierboven beschreven werken;

6° de door een openbare overheid verplichte vervangings-, vernieuwings-, omwerkings- en verplaatsingswerken, vernieuwing en rehabilitatie van inrichtingen zijnde economisch gerechtvaardigd;

7° het bouwen of verbeteren van opslagplaatsen, laboratoria en werkplaatsen, evenals de aankoopkosten van de nodige onroerende goederen;

8° de prijsherzieningen van de te subsidiëren werken verschuldigd door de opdrachtgever overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen;

9° de werken uitgevoerd boven de in de schattingsmetingen en bestekken voorziene hoeveelheden naar mate zij niet meer dan 10 pct. van het totaal bedrag van de opdracht of van het schattingsbestek (BTW exclusief) overschrijden;

10° de algemene kosten, namelijk de erelonen van de ontwerpers, de kosten van toewijzing, toezicht en inontvangstneming van het materiaal, de kosten van authentieke akte van de landmeters-experten, deze zijnde echter forfaitair beperkt op 5 pct. van de te subsidiëren werken;

11° de uitbreiding van de watervoorzieningsnetten. De te subsidiëren bedragen mogen echter niet hoger zijn dan :

— 60 000 F per aan te sluiten privaatwoning;

— 200 000 F per boerderij;

12° de bijkomende kosten van de werken voortvloeiend uit het faillissement van de aannemer naar mate zij niet teruggevorderd kunnen worden bij het faillissement;

13° de niet terugvorderbare BTW en elke andere taks welke de te subsidiëren hierboven vermelde uitgaven zouden belasten;

14° de door de wetgeving en bevoegde overheden inzake brandbescherming opgelegde installaties.

### Art. 3. Worden uitgesloten van het recht op toelagen :

1° het deel van de privaataansluiting op de watervoorziening buiten het openbaar eigendom met inbegrip van de aankoop en de plaatsing van de tellers en hun onderdelen;

2° de onderhouds- en instandhoudingswerken evenals de vernieuwingswerken welke voortvloeien uit een tekort aan onderhoud van de werken;

3° de leveranciers en de uitrustingswerken die enkel een esthetisch karakter vertonen en die niet onontbeerlijk zijn voor de veiligheid of voor een rationele, economische en doeltreffende uitbating van de installaties behalve indien zij door wettelijke voorschriften opgelegd zijn;

4° de in artikel 2 bedoelde werken welke overeenkomstig een andere reglementering van toelagen genieten waarvan de rentevoet hoger is dan 63 pct., behalve in geval van verhoging van de toelagevoet toegestaan overeenkomstig artikel 1, § 2, het gecumuleerd bedrag van de toelagen en de bijdragen in kapitaal mogende in geen enkel geval hoger zijn dan het bedrag van de werken waar zij betrekking op hebben;

5° de verzuimsrente en de andere schadeloosstellingen verschuldigd aan de aannemer uit hoofde van nietbetaling binnen het voorziene termijn of tekortkomingen van de opdrachtgever;

6° de werken waarvan de kosten niet hoger dan 50 000 F zijn.

### Art. 4. Voor de werken bedoeld in artikel 2 en in regie uitgevoerd, worden in acht genomen :

1° de levering van het materiaal;

2° de vervoerkosten;

3° de huurkosten van het zware materieel nodig voor de uitvoering der werken;

4° de kosten van de werken uitgevoerd door een privaatonderneming of door vennoten van de Maatschappij;

5° de kosten van de arbeidslonen van de Maatschappij, met inbegrip van de wedden en lonen, verplaatsingskosten van het personeel, met uitzondering van de kosten betreffende de agenten van niveau 1;

6° de algemene kosten, forfaitair begrensd op 5 pct. van het te subsidiëren bedrag.

## HOOFDSTUK III. — *Procedure*

### Afdeling I. — *Notitie van voorontwerp*

Art. 5. Alle als subsidieerbaar erkende werken zijn het onderwerp van een notitie van voorontwerp in de mate dat hun geschat bedrag hoger is dan 2 000 000 frank.

Deze notitie bevat noodzakelijkerwijze een rechtvaardiging van de voorziene werken, een voorontwerpplan van deze werken, een programma van hun uitvoering, een schattingsbestek en een financiële studie.

**Art. 6.** De notitie van voorontwerp dient als basis voor de principiële belofte tot toekenning van de toelage. Voor de werken waarvan de geschatte kosten lager zijn dan 2 miljoen frank, wordt de principiële belofte aangevraagd op basis van een beknopte notitie bevattende het plan en het schattingsbestek.

De notities worden enkel overgemaakt aan de Minister na de formele instemming van de belanghebbende gemeentelijke of intergemeentelijke vennoten, behalve in geval van een behoorlijk gerechtvaardigde dringendheid.

De principiële belofte wordt toegewezen indien geen voorbehoud gemaakt is door de Minister binnen de drie maanden vanaf de verzending.

De Executieve is niet gehouden door de belofte.

**Art. 7.** Na vijf jaar, indien alle werken voorzien in de notitie niet in werking zijn, worden een reactualisatie en een nieuwe aanpassing van de schattingen gedaan. De nieuwe notitie wordt overgemaakt aan de Minister om een nieuwe principiële belofte te bekomen.

#### Afdeling 2. — Programma der werken

**Art. 8.** Op basis van de notities van voorontwerp welke het voorwerp geweest zijn van een principiële belofte, ieder jaar, vóór 1 oktober, onderwerpt de Maatschappij aan het oordeel van de Minister het programma van de te subsidiëren werken welke zij voornemens is uit te voeren tijdens het volgend boekjaar.

**Art. 9.** De Minister betekent aan de Maatschappij het bedrag van de vastleggingskredieten waarover zij kan beschikken.

Binnen deze grenzen legt de raad van bestuur van de Maatschappij het definitief programma der werken vast welk zij aan de Minister overmaakt. Deze gaat over tot de vastlegging van het geheel van het toegekend krediet binnen de dertig dagen vanaf de verzending van dit programma, en ten laatste op de eerste dag van het betrokken begrotingsjaar en geeft kennis aan de Maatschappij van zijn definitieve instemming betreffende de toekenning van de toelage.

Indien vorderingen van budgetaire aard of van algemeen beleid het eisen, betekent de Minister aan de Maatschappij het bedrag van de tijdens de bepaalde perioden gebruikbare kredieten.

#### Afdeling 3. — Ontwerpen van werken, inwerkingstelling

**Art. 10.** In verband met de technische vorderingen en het volume van vastleggingskredieten, gaat de Maatschappij over tot de afsluiting van een koop.

Samen met de principiële belofte indien hun kosten hoger zijn dan twee miljoen franken worden de dossiers voorgelegd aan de raad van bestuur die er zich definitief over uitspreekt.

**Art. 11.** Samen met de dossiers van afsluiting van een koop wordt het op de kredieten van het boekjaar aangerekend bedrag ter kennis van de Minister gebracht na de afloop van elke vergadering van de raad van beheer.

Een overzichtsstaat wordt bij deze bekendmaking gevoegd.

**Art. 12.** Het gecumuleerd bedrag van de kredieten vastgelegd voor de werken waarvan de kosten hoger zijn dan twee miljoen franken mag niet hoger zijn dan 90 pct. van het totaal volume van de vastleggingskredieten waar de Maatschappij over kan beschikken.

Het saldo dient voor de werken waarvan de kosten lager zijn dan twee miljoen franken, voor de bijkomende werken, voor de afrekening en voor de aankoopkosten van onroerende goederen.

#### HOOFDSTUK IV. — Vereffening van de toelagen

**Art. 13.** Voor de dossiers waarvan het bedrag hoger is dan twee miljoen franken :

1° op aanvraag van de Maatschappij en op basis van het definitief programma van de werken, worden 20 pct. van het bedrag der vastgelegde kredieten vereffend ten vroegste op 15 januari en, ten laatste, binnen de maand die de aanvraag volgt;

2° 70 pct. van het vastgelegd bedrag voor een bepaald werk worden vereffend op aanvraag van de Maatschappij, binnen de maand van deze aanvraag, op basis van het door de Maatschappij gegeven bevel tot starten van de werken;

3° het saldo zal vereffend worden op basis van de eindafrekening van de werken.

**Art. 14.** Indien om het even welke reden, hoewel de werken die het onderwerp zijn van de onderneming beëindigd zijn, het bedrag van de vereffende toelagen niet verantwoord is door het bedrag van de uitgevoerde werken, wordt het teveel geheven bedrag toegewijd aan een ander werk en afgetrokken van de eraan verbonden toelage.

**Art. 15.** Voor de dossiers waarvan het bedrag lager is dan twee miljoen franken, worden de toelagen vereffend op vertoon van de eindafrekening der werken.

De toelagen verbonden aan de aankoopkosten van onroerende goederen worden vereffend op basis van de bewijsstukken, met name de authentieke akten, de beslissingen van de raad van bestuur van de Maatschappij welke machtiging verlenen tot de betaling van de vergoedingen evenals het advies van het Comité voor aankoop van onroerende goederen voor de rekening van de Staat.

#### HOOFDSTUK V. — Inschrijvingen

**Art. 16.** Zodra een dossier van afsluiting van een koop goedgekeurd is door haar raad van bestuur, vraagt de Maatschappij aan de Minister de kapitaaldeelname van het Gewest in te schrijven.

Het in te schrijven bedrag wordt berekend op basis van het bedrag van de te subsidiëren werken waar het in artikel 4, 6°, bedoelde gedeelte van 5 pct. wordt bijgevoegd.

Het bedrag van de inschrijvingen van het Gewest wordt bij de eindafrekening opnieuw aangepast.



**Art. 17.** Voor de werken waarvan het bedrag lager is dan twee miljoen franken en voor de aankopen van onroerende goederen wordt de deelneming van het Gewest gevraagd op basis van de eindafrekening of van de aankoopwaarde van de onroerende goederen zoals bepaald is in artikel 2, 4°.

Het bedrag van de in eenzelfde notitie opgenomen toewijzingen van werken kan globaal gegeven worden.

#### HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 18.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 februari 1987 betreffende de toelagen toegekend door het Waalse Gewest aan de Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 19.** De reglementaire bepalingen en de procedures betreffende de vereffening van de toelagen in kracht vóór 1 januari 1988 blijven toepasselijk op de dossiers waarvoor een vastlegging gedaan werd vóór deze datum.

**Art. 20. § 1.** Op 31 december 1987 wordt de deelneming van het Gewest in het kapitaal van de Maatschappij opnieuw aangepast op basis van het bedrag van de uitgaven die uitgevoerd werden en die gesubsidieerd kunnen worden in het geheel van de watervoorzieningsdiensten van de Maatschappij.

§ 2. De aandelen van het Gewest betreffende de na 31 december 1987 uitgevoerde uitgaven voor de werken aan de gang op die datum worden ingeschreven wanneer de eindrekening van die dossiers afgesloten is.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

**Art. 21.** Dit besluit treedt in kracht op 1 januari 1988.

#### HOOFDSTUK IX. — *Uitvoeringsbepaling*

**Art. 22.** De Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort en de Minister tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren worden belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 december 1987.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,  
M. WATHELET

De Minister voor Begroting, Financiën en Gesubsidieerde Werken voor het Waalse Gewest,  
Ch. AUBECQ

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,  
A. LIENARD

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 88 — 517

**1er FEVRIER 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le pourcentage à prendre en considération pour le calcul du montant forfaitaire représentant les charges patronales légales et les charges complémentaires en vue d'établir le montant total de la subvention pour frais de personnel éducatif, octroyée aux institutions agréées qui accueillent des personnes placées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés**

Nous, Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5, § 1er, II, 4°;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 décembre 1985 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, notamment l'article 36, § 3, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1987, *Moniteur belge* du 19 janvier 1988;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget,

Arrêtons :

**Article 1er.** Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul du montant forfaitaire représentant les charges patronales légales et les charges complémentaires qui doit être ajouté au montant des rémunérations annuelles moyennes fixées par l'article 36, § 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1987 en vue d'établir le montant total de la subvention pour frais de personnel éducatif est fixé comme suit :

1. Institutions organisées par des personnes privées : 52 pourcent.
2. Institutions dépendant de pouvoirs publics : 44 pourcent.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1988.

Bruxelles, le 1er février 1988.

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,  
Ed. POULLET

Le Ministre du Budget,  
L. WALTNIEL